

Les savoirs locaux au service du développement

Promesses et défis

Nicolas Gorjestani

Programme Savoirs locaux au service du développement de la Banque mondiale

Les savoirs locaux (SL) sont une précieuse ressource qui peut contribuer à améliorer l'efficacité, l'efficacéité et la durabilité du processus de développement. Ils constituent la base du processus de décision locale dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé humaine et animale, l'éducation, la gestion des ressources naturelles et pour d'autres activités économiques et sociales essentielles. Les exemples de bonnes pratiques présentés dans ce document démontrent la contribution qu'ils peuvent faire au développement dans les secteurs productifs aussi bien que les secteurs sociaux. Le Programme Savoirs locaux au service du développement de la Banque mondiale est décrit dans ses grandes lignes : objectifs, exemples de réalisations et défis. Quelques expériences concrètes montrent la façon dont les défis peuvent être relevés. La conclusion est qu'en mettant à profit les savoirs locaux, il sera possible de donner voix au chapitre aux communautés et d'améliorer l'efficacité de l'aide en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté.



Les savoirs locaux (SL) constituent la base du processus de décision locale dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé humaine et animale, l'éducation, la gestion des ressources naturelles et pour d'autres activités économiques et sociales essentielles. Ils sont un élément clé du capital social des pauvres et le principal atout dont disposent ces derniers pour prendre le contrôle de leur propre vie. Pour toutes ces raisons, il faudrait, dans le processus de développement, mettre à profit la contribution que les savoirs locaux peuvent apporter à des stratégies de survie gérées localement, viables et d'un bon rapport coût-efficacité¹. En vue de faciliter l'intégration des savoirs locaux dans les opérations, le département Afrique de la Banque mondiale a lancé en 1998 le Programme Savoirs locaux au service du développement. Le présent document fait le point de l'expérience acquise au cours des trois dernières années dans le cadre de ce programme et examine les initiatives envisageables pour aider les communautés et les gouvernements à intégrer les savoirs locaux dans le processus de développement.

« Les savoirs locaux font partie intégrante de la culture et de l'histoire d'une communauté. Il nous faut apprendre des communautés pour enrichir le processus du développement. »

James D. Wolfensohn, Président de la Banque mondiale

¹ Les savoirs locaux ne se limitent pas aux populations autochtones ; toutes les communautés se sont constituées au fil des générations leur propre réservoir de connaissances.

L'apport des savoirs locaux au développement



Voici quelques exemples de résultats obtenus grâce aux savoirs locaux qui donnent une idée de l'impact potentiel de ces savoirs sur le plan du développement. Au Mozambique, après 15 années de guerre civile, les chefs communautaires ont en deux ans organisé environ 500 000 « transactions » informelles sur les terres et aidé à la réinstallation de 5 millions de réfugiés et de personnes déplacées. Fait important, ils y sont parvenus sans aide directe ni des bailleurs de fonds extérieurs ni du gouvernement central. Comment les choses se sont-elles passées ? Les autorités locales traditionnelles ont fait appel au droit coutumier local pour régler les conflits dans les cas où les mêmes terres étaient revendiquées par les réfugiés rentrés au pays et ceux qui s'y étaient installés pendant la guerre civile. De cette façon, les petits fermiers ont pu se réinstaller rapidement, reprendre leurs activités et contribuer ainsi à l'augmentation de la production agricole.

Au Népal, dans un programme de vivres contre travail, les savoirs locaux se sont révélés être un plus puissant moteur du changement que les technologies modernes. Dans un programme de distribution de vivres financé par des bailleurs de fonds, d'importantes pertes de produits alimentaires avaient été constatées. Pour résoudre le problème, les gestionnaires du programme se sont tournés vers la communauté locale. Les deux parties sont arrivées ensemble à la conclusion que, vu le contexte, la meilleure façon de procéder était de faire appel à l'équipement local (par exemple, aux chars à boeufs), aux distributeurs locaux et à la supervision locale. En louant des chars à boeufs locaux pour remplacer les camions appartenant à des sociétés de transport basées dans les villes, il a été possible de procurer des revenus supplémentaires aux communautés rurales et de rendre le processus de distribution plus transparent².

Au Sénégal, les partenaires extérieurs ont essayé pendant des années de travailler avec les autorités nationales pour abolir la circoncision féminine, mais avec peu de succès. Finalement, ce sont les savoirs locaux et la prise de responsabilités par les groupes communautaires qui ont eu un impact à l'échelle nationale. Après avoir suivi un cours d'alphabétisation pour adultes organisé par TOSTAN, une ONG locale, un groupe de femmes venant d'un village appelé Malicounda a décidé de s'attaquer au problème à leur niveau. Elles ont persuadé les chefs spirituels traditionnels de leur village de se joindre à la campagne qu'elles lançaient. En deux ans, ces femmes ont convaincu 16 villages avoisinants d'abolir cette pratique. L'initiative de Malicounda faisant tache d'huile, la circoncision féminine a fini par être déclarée illégale au Sénégal à la fin de 1999. L'initiative a fait école dans des pays voisins où plus de 200 communautés ont fini par abolir la circoncision féminine³.

1.

Dans le district de Iganga en Ouganda, l'on a pu réduire considérablement les taux élevés de mortalité maternelle en couplant les systèmes de connaissances traditionnelles avec des communications modernes simples et appropriées. Auparavant, les soins traditionnels étaient sans effet dans les cas compliqués et le système de soins de santé modernes touchait moins de la moitié des habitants du district. Face aux taux élevés de mortalité, les collectivités et les responsables locaux se sont appuyés sur les institutions traditionnelles locales pour améliorer le rayon d'action et l'impact des services de soins prénataux et maternels modernes. L'initiative locale a utilisé, en le démultipliant, le système des matrones, connu et apprécié par les femmes ougandaises. Dans le cadre du projet, les matrones ont été équipées de talkies-walkies pour communiquer avec le personnel de soins des postes de santé. Elles ont ainsi fait fonction de système de référence vers les services de santé modernes. Dans les cas de complications ou les cas d'urgence, les matrones pouvaient appeler l'unité mobile de soins modernes ou aiguiller la patiente vers le centre rural de santé. Le résultat ? En trois ans, la mortalité maternelle a baissé de 50 % dans le district de Iganga*.

* Musoke, M. : (1999) The Challenge and opportunities of Information and Communication Technologies in the health sector, communication préparée pour le Forum africain sur le développement 1999 ; Makerere University, Kampala.

2 Meagher, P. Upadhyaya, K., Wilkinson, B. : (2000) « Combating Rural Public Works Corruption: Food-for-Work Programs in Nepal ». Document de travail n° 239 du Iris Center, College Park, Maryland.

3 Easton, P. : (1998 et 2001) Notes CA N° 3 « Les femmes sénégalaises refont leur culture » et Notes CA N° 31 « Malicounda-Bambara : La suite—une révolution locale », Banque mondiale. Washington.

Les institutions locales, les bonnes technologies locales et les solutions à faible coût peuvent contribuer à rendre les programmes de développement plus efficaces parce qu'elles incarnent une ressource qui est issue de la communauté et gérée par elle⁴. Le recours aux savoirs locaux est particulièrement utile pour atteindre les pauvres étant donné que c'est souvent le seul avoir que les pauvres contrôlent, et en tout cas un avoir qu'ils connaissent fort bien. L'on peut ainsi améliorer la durabilité des efforts de développement, du fait que le processus d'intégration des savoirs locaux donne l'occasion d'apprendre des uns et des autres et d'adapter les connaissances, ce qui permet aux communautés locales de se prendre en charge. Comme l'efficacité, l'efficience et la durabilité sont des facteurs déterminants de la qualité des activités de développement, l'application des savoirs locaux est assurément justifiée du point de vue opérationnel. D'après les premières indications, la qualité des projets de développement y gagne grandement si l'effet des savoirs locaux est démultiplié par les technologies modernes. À preuve l'exemple suivant d'un programme financé par le FNUAP en Ouganda.

Faire fond sur les systèmes de savoir locaux permet aussi aux communautés locales de se prendre en charge. Cette prise de responsabilité, surtout parmi les pauvres, est l'un des principaux objectifs de la plupart des efforts de développement. L'exemple indien présenté ci-dessous montre comment des communautés rurales ont pu échanger et exploiter les savoirs locaux et mondiaux à leur niveau, et créer un réseau de praticiens qui a instauré avec les responsables de la gestion agricole et les chercheurs un dialogue de partenaires. Que les habitants ont pris les affaires en main est attesté par les résultats de leurs efforts, le fait d'appliquer leur propre savoir pour résoudre un problème critique, et le fait qu'ils ont réussi à convaincre les autorités et les bailleurs de fonds de les aider.

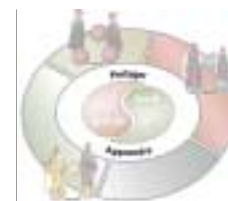
En s'appuyant sur de tels exemples, plusieurs équipes de la Banque mondiale s'efforcent actuellement d'appliquer de façon synergique les savoirs mondiaux et les savoirs locaux en vue d'adapter la conception des projets et des programmes appuyés par la Banque à la situation locale. De plus en plus, les communautés seront appelées à décider elles-mêmes de leurs priorités en participant activement au dialogue sur le développement et en ayant davantage l'initiative dans la gestion des affaires. En aidant les communautés à valoriser leurs savoirs locaux et en apprenant de ces communautés, la Banque améliore ses propres connaissances. C'est dans ce contexte que se déroule le Programme Savoirs locaux au service du développement.

2.

En Inde, le projet Mise en valeur des terres sodiques appuyé par la Banque mondiale est une opération menée à l'initiative des paysans pour accroître les revenus des ménages. Le principal obstacle était l'état sodique des sols, conséquence d'une gestion inadéquate de l'irrigation et des delphacides bruns, qui détruisaient souvent jusqu'à 50 % des récoltes de riz et de blé. En combinant des connaissances traditionnelles et des connaissances modernes, les fermiers ont appliqué du gypse, construit des diguettes suivant les courbes de niveau, lessivé le sol, commencé à utiliser des engrais verts et à pratiquer la jachère et le compostage, sont passés à la polyculture, et ont ainsi récupéré plus de 68 000 hectares de terres appartenant à 247 000 familles. Pour lutter contre les delphacides, ils ont utilisé des extraits de Neem* des cosses de riz et des engrais verts. Au bout de cinq ans, les rendements de riz et de blé et les revenus correspondants avaient augmenté de 60 %. Avec l'aide de la Banque mondiale, les fermiers ont créé une école agricole locale pour incorporer ces méthodes dans le programme d'études et les travaux pratiques. Aujourd'hui, des fermiers forment et conseillent leurs collègues et touchent ainsi plus de 7 200 familles dans 65 villages. La reconnaissance et l'intégration des savoirs locaux ont non seulement donné des résultats techniques et économiques mais ont aussi permis de créer un centre de formation contrôlé par les agriculteurs eux-mêmes, qui jouit d'une grande crédibilité et d'un vaste auditoire.

* L'arbre à neem (*Azadirachta indica*) a été utilisé pendant des siècles en Inde pour traiter diverses affections humaines et animales et comme moyen de lutte phytosanitaire.

4 Étudier et comprendre les savoirs locaux pertinents peut certes être plus coûteux au départ, mais les coûts des programmes de développement peuvent être substantiellement réduits en utilisant des moyens locaux ou des ressources communautaires (humaines et biophysiques).





Le Programme Savoirs locaux au service du développement de la Banque mondiale, région Afrique

Lors de la première Conférence sur le savoir mondial tenue à Toronto en juin 1997, les responsables gouvernementaux et les représentants de la société civile ont exhorté la Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds à apprendre des communautés locales. Dans la déclaration de clôture, le vice-président de la Banque mondiale pour la région Afrique s'est prononcé en faveur d'un partenariat véritablement mondial dans le domaine du savoir, qui ne se concrétisera que si les pauvres y participent, à la fois comme utilisateurs et comme contributeurs de savoir.

Vers la même époque, des enquêtes de feedback réalisées par la Banque mondiale auprès de clients dans plusieurs pays africains ont montré que les autorités et les parties prenantes nationales souhaitaient voir le personnel de la Banque mieux adapter son expertise technique (hautement appréciée) aux conditions locales. En réponse à ces défis, le Département Afrique de la Banque mondiale a lancé en 1998 le Programme Savoirs locaux au service du développement avec plus d'une douzaine d'autres organisations⁵.

Le programme a mis au point des instruments et des services pour recueillir, diffuser et appliquer ces pratiques. En voici quelques-uns : base de données sur plus de 200 pratiques locales ; publication mensuelle intitulée Notes CA dans deux langues internationales (anglais et français) et deux langues locales (wolof et swahili), qui compte plus de 20 000 lecteurs ; et un site web multilingue⁶. Le programme a également aidé des centres d'experts en savoirs locaux dans huit pays à renforcer leurs réseaux nationaux et régionaux. Par exemple, l'Ouganda a reçu un appui sous forme de conseils et de financement en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale visant à intégrer les savoirs locaux au programme d'action national pour l'élimination de la pauvreté. Ce pays a également reçu une aide sous forme de subvention pour le renforcement des capacités nécessaires à l'application de la stratégie. D'autres pays ont mis en chantier, avec l'aide du Programme SL, diverses activités pour mettre à profit les savoirs locaux dans l'agriculture, les soins de santé ou l'éducation. En collaboration avec d'autres organismes (SDC et MM/CLD), les communautés ont été encouragées à partager leurs savoirs locaux au moyen d'échanges de communauté à communauté. Le Programme SL a servi d'intermédiaire pour la constitution de partenariats entre scientifiques, juristes et praticiens de savoirs locaux en vue de la validation scientifique des pratiques basées sur ces savoirs. Il a également aidé les praticiens à créer des réseaux nationaux ou régionaux de connaissances traditionnelles.

⁵ Les partenaires de la Banque étaient initialement la CEA, le CISDA (Centre pour le développement de la société de l'information en Afrique), le CRDI, l'UIT, l'UNESCO, le PNUD et l'OMS. Le programme SL coopère notamment avec les organisations suivantes : le CIRAN (Centre des réseaux internationaux de recherche et de conseil) à Nuffic (Organisation néerlandaise pour la coopération internationale dans l'enseignement supérieur), FAO, Mécanisme mondial de la Convention sur la lutte contre la désertification, GTZ, le FIDA, l'OIT, le SDC, la CNUED, l'OMPI et de nombreuses organisations non gouvernementales et communautaires, essentiellement en Afrique.

⁶ <http://www.worldbank.org/afr/ik/default.htm>.

3. Stratégie nationale pour les savoirs locaux en Ouganda

En juillet 1999, le Conseil national pour la science et la technologie (UNCST) de l'Ouganda a lancé, avec l'appui de la Banque, une étude sur les possibilités d'utilisation des savoirs locaux dans les secteurs de l'agriculture et de la santé. Cette étude a servi de base à un atelier national qui a rassemblé des décideurs, des scientifiques, des praticiens du développement, des représentants d'ONG et d'organisations de proximité, des guérisseurs traditionnels et des agriculteurs en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un cadre d'action. L'exercice a débouché sur la déclaration de Kampala* sur les savoirs locaux au service du développement durable. La déclaration appelle le gouvernement à appuyer le développement des savoirs locaux et les planificateurs à inclure ces savoirs dans le processus de planification nationale. La stratégie doit être mise en oeuvre de différentes façons, notamment en intégrant les savoirs locaux au Plan d'action national pour l'éradication de la pauvreté. La Banque mondiale a fourni un financement au titre du Fonds pour le développement institutionnel en vue de l'établissement d'un Centre national des savoirs locaux et de l'incorporation de ces savoirs dans les opérations des ministères de la Santé et de l'Agriculture. Le processus de mise en oeuvre est suivi par un comité pilote. L'Organisation nationale de recherche agricole a élaboré un plan en vue de l'intégration des savoirs locaux dans ses activités** .

* Déclaration publiée dans Indigenous Knowledge and Development Monitor, Vol. 8/1 mars 2000.

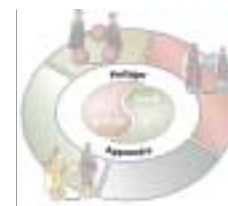
**National Agricultural Research Organization, (2001) « Integrating IK in Agricultural Research », rapport d'atelier, Entebbe.

Le Programme SL oeuvre à l'intégration des systèmes de savoirs locaux dans les programmes appuyés par la Banque mondiale. Voici des exemples de la façon dont il a aidé les clients et le personnel de la Banque à incorporer les connaissances traditionnelles dans les activités de développement. En Ouganda, dans le cadre du projet Recherche et formation dans le secteur agricole (ARTP II), des recherches sont prévues sur les pratiques agricoles basées sur les savoirs locaux en vue de les intégrer dans le programme d'activités décentralisées. Ces pratiques incluent entre autres de petits instruments agricoles, comme la charrue locale améliorée, qui sont adaptés au petit bétail répandu en Ouganda. Dans le cadre du Programme national de conseil agricole, une équipe a interrogé des communautés et des agriculteurs en vue de mettre au point un système de suivi de la performance basé sur des indicateurs de savoirs locaux. Au Malawi, les connaissances traditionnelles des agriculteurs et des pêcheurs seront combinées avec les données scientifiques en vue de l'exploitation durable des ressources du bassin du lac Malawi. En Érythrée, les pratiques traditionnelles dans les soins au petit enfant ont été étudiées en vue d'être encouragées et disséminées. Au Kenya, en Éthiopie et au Ghana, des projets sont en cours pour la promotion des plantes médicinales, dans le cadre de la médecine traditionnelle, de façon à procurer de nouvelles sources de revenus et à protéger la biodiversité.

Dans tous ces cas, le rôle du Programme SL a consisté à proposer des méthodes, à favoriser la transmission des connaissances et à financer des études ciblées. Les enseignements de ces opérations seront utilisés pour renforcer et réaliser l'intégration des savoirs locaux pendant la préparation des projets.

Les défis à relever

De considérables progrès ont été accomplis dans la promotion des savoirs locaux : la reconnaissance de ces savoirs est de plus en plus intégrée à l'ordre du jour du développement ; des initiatives et des politiques nationales encourageantes sont en train d'être mises en chantier ; une large base d'appui aux savoirs locaux se constitue avec des groupes de la société civile ; les initiatives locales se multiplient ; et de plus en plus de projets et de programmes intègrent ces savoirs. Pourtant, il reste d'importants défis à relever. Voici les priorités :



4. Échanges et adaptation au niveau local en Afrique du Sud

À Wupperthal, dans la province du Cap-Ouest, les planteurs de thé Rooibos ont réussi à exporter leur production en Europe. EMG, une ONG a estimé que d'autres communautés de producteurs de thé pourraient profiter de leur expérience. En juin 2000, plus d'une douzaine de petits producteurs de thé Rooibos de Suid Bokkeveld ont rendu visite à leurs voisins pour discuter de la qualité de la production, de la transformation et de la vente. Résultat : ils sont ensuite rentrés dans leur communauté, ont raconté ce qu'ils avaient appris, créé une coopérative de producteurs, amélioré les activités de transformation du thé après la récolte, et remporté une commande de 15 000 dollars d'un importateur européen.



- encourager un plus grand nombre de pays à formuler et à mettre en oeuvre des *stratégies pour l'intégration des savoirs locaux*,
- renforcer les capacités des *réseaux nationaux et régionaux de savoirs locaux*,
- encourager *l'échange et l'adaptation locale* des connaissances traditionnelles et
- identifier des mécanismes novateurs de *préservation des savoirs locaux* qui favorisent *le développement, la promotion, la validation et l'échange de ces savoirs*.

Les exemples présentés ci-dessous montrent comment certains de ces défis peuvent être relevés. Des efforts à l'appui des *stratégies nationales* d'intégration des savoirs locaux sont déjà en cours au Malawi, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie avec le soutien du programme Savoirs locaux au service du développement et, dans le cas de la Tanzanie, en partenariat avec le projet Links de la FAO.

5. Réponse des guérisseurs traditionnels face au VIH/SIDA en Tanzanie

Dans le district de Pangani, les guérisseurs traditionnels ont traité les affections opportunistes chez plus de 2 000 malades atteints du VIH/SIDA en utilisant les plantes médicinales. On a rapporté le cas de patients au stade terminal de la maladie qui ont pu ainsi survivre cinq ans de plus. L'hôpital régional a aménagé une salle spéciale où ces guérisseurs soignent et conseillent les patients. Le Programme Savoirs locaux au service du développement a appuyé un échange d'expériences entre des groupes de guérisseurs, de malades du sida et de personnel soignant à travers le pays. Ce qui est primordial, c'est de mettre à profit les systèmes de savoirs locaux et mondiaux pour relever efficacement les défis du développement. À l'appui de ce processus, le Programme SL a offert sa médiation pour l'établissement d'un partenariat entre le groupe de travail TANGA SIDA à Pangani et les Instituts nationaux de la santé aux États-Unis en vue de la validation scientifique de ces traitements à base de plantes médicinales* .

* Scheinman, D.: (2000) An Integrated Program for Developing Medicinal Plants: A Case Study from Tanga, Tanzania ; communication présentée au Forum africain sur les plantes médicinales organisé au Cap.

6.

Au Cameroun, l'Institut national sur le Cancer des États-Unis a signé un contrat avec le gouvernement à la suite de la découverte d'une espèce de plante forestière qui contiendrait des substances chimiques potentiellement efficaces contre le sida. Le Cameroun fournit des échantillons de cette plante en échange de fonds qui sont utilisés pour des projets de développement communautaire* .

*Posey, D. et Dutfield G. : (1996) Beyond intellectual property: Toward traditional resource rights for indigenous peoples and local communities, CRDI, Ottawa.

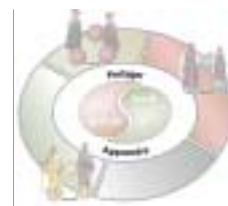
Un réseau mondial de centres d'expertise sur les savoirs locaux s'est constitué au cours des dix dernières années. En font partie des institutions universitaires, des ONG, des organisations de proximité et des individus spécialisés dans l'étude, la documentation, la diffusion et la défense des savoirs locaux. Les réseaux régionaux se multiplient, comme le réseau PELUM qui a été créé dans des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe pour partager et réunir les données de l'expérience, les compétences et les connaissances des petits exploitants agricoles. Des réseaux actifs, efficaces, conduits par les membres eux-mêmes, sont un puissant moyen de diffuser et de promouvoir les savoirs locaux.

Au niveau local, le Programme Savoirs locaux au service du développement a aidé au renforcement des institutions de proximité en facilitant les échanges entre communautés. Une opération pilote d'échanges intercommunautaires a eu lieu récemment en Afrique du Sud, avec l'appui de la Banque mondiale et en partenariat avec le Mécanisme mondial de la Convention sur la lutte contre la désertification.

Bien que les savoirs locaux aient fait leurs preuves depuis des siècles, la validation scientifique est nécessaire dans certains cas avant que ces pratiques soient disséminées au-delà de leur contexte et de leur lieu d'origine. On en a un exemple avec les plantes médicinales, domaine dans lequel la validation donnerait des garanties d'efficacité et d'absence de risque.

Ces exemples démontrent que des partenariats entre diverses parties prenantes telles que les organisations de proximité, les ONG, les universités, le secteur privé, les chercheurs, les administrations publiques et les institutions de bailleurs de fonds peuvent accroître considérablement les chances de succès dans l'utilisation des savoirs locaux au service du développement. Cela est particulièrement utile pour résoudre les problèmes de propriété intellectuelle. L'OMPI, partenaire du Programme SL, a pris l'initiative d'organiser des débats et des partenariats à l'échelle mondiale sur les approches novatrices à trouver pour l'application des droits de propriété intellectuelle aux savoirs locaux.

Des approches novatrices sont nécessaires parce que les dispositifs en place ne conviennent peut-être pas aux particularités des savoirs locaux : ces savoirs sont transmis par voie de tradition orale et de démonstration plutôt que par la documentation ; le plus souvent, ces savoirs se constituent progressivement et non pas à des moments bien définis ; les processus industriels interviennent rarement ; il est peu probable que l'on puisse identifier un inventeur précis. Or ce sont là les critères à satisfaire pour breveter un processus ou une technologie. Certaines initiatives peuvent être utiles, comme le fait d'encourager les communautés à enregistrer les pratiques traditionnelles locales. Il existe également des exemples de documentation des savoirs locaux qui sont pratiques, d'un bon rapport coût-efficacité et issus des communautés elles-mêmes. Parmi les autres formes de protection des SL figurent les accords de transfert de matériel en vertu desquels du matériel



(ressources ou informations) est fourni en échange de contrepartie monétaire ou non monétaire. On trouve aujourd'hui dans plusieurs pays des exemples de partage loyal et équitable des avantages entre utilisateurs et dépositaires des connaissances traditionnelles.



Les accords régionaux pourraient également conduire à des modalités de protection des communautés locales d'un bon rapport coût-efficacité. Par exemple, en vertu du Pacte andin conclu par la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela, les autorités nationales et les communautés locales de chaque pays, de même que les détenteurs de connaissances et de ressources traditionnelles, sont habilités à donner leur accord préalable, en connaissance de cause, en échange d'une juste rémunération. Cependant, la question des droits de propriété intellectuelle sur les savoirs locaux ne devrait pas empêcher l'élaboration et la mise en oeuvre d'initiatives SL qui sont bénéfiques pour les collectivités et pour le processus du développement dans son ensemble.

Conclusion

Les savoirs locaux constituent un facteur crucial du développement durable. La prise de responsabilités par les communautés elles-mêmes est une condition préalable à l'intégration des SL dans le processus du développement. Il est prouvé que l'incorporation de systèmes de SL appropriés dans des programmes de développement contribue à l'efficacité, à l'efficience et à un impact durable sur le développement. Les savoirs locaux, comme tous les savoirs, doivent être continuellement utilisés, remis en question et adaptés aux contextes locaux du moment. En encourageant les réseaux locaux et régionaux de praticiens traditionnels et les échanges entre communautés, l'on peut disséminer les SL utiles et pertinents et permettre aux collectivités de participer plus activement au processus du développement. Alors que des mécanismes novateurs doivent être trouvés pour protéger les savoirs locaux, de nombreuses pratiques traditionnelles locales peuvent être en même temps intégrées aux efforts de développement au plan local, national, régional, voire mondial. Toutefois, on a pu constater qu'une institution à elle seule ne peut atteindre cet objectif. Des partenariats sont, par conséquent, nécessaires en vue d'appuyer ce processus à tous les niveaux. Le Programme Savoirs locaux au service du développement continuera d'être le champion des savoirs locaux et joindra ses efforts à d'autres pour utiliser les connaissances traditionnelles au service du développement, dans un processus qui consiste à apprendre sans cesse des communautés locales.

Nicolas Gorjestani est Directeur du Programme Savoirs locaux au service du développement de la Banque mondiale. Ce document est basé sur une communication présentée par l'auteur à la Conférence de la CNUCED sur les connaissances traditionnelles à Genève, le 1^{er} novembre 2000. Le document a été complété après la conférence par de récentes données.

Les opinions présentées dans ce document n'engagent que l'auteur et ne doivent être attribuées ni à la Banque mondiale ni à ses institutions affiliées ni aux membres du Conseil des administrateurs et aux pays qu'ils représentent.